

Austérité

En Grèce, grèves et manifestations toujours aussi massives

Article paru dans FO Hebdo n°3051

C'est dans un climat particulièrement tendu que le gouvernement grec a fait passer, de justesse, un nouveau plan de rigueur plus sévère encore que les précédents.

Le 7 novembre, le Parlement grec adoptait en procédure d'urgence un nouveau plan d'austérité alors que 100.000 manifestants, pour la plupart en grève, criaient leur révolte devant le bâtiment de l'Assemblée. Six députés du PASOK, le parti socialiste, et une députée de Nouvelle Démocratie, le parti du Premier ministre conservateur, Antonis Samaras, ont été exclus de leur organisation pour avoir voté contre le plan. Le troisième parti de la coalition gouvernementale, Gauche démocratique, s'est abstenu.

C'est donc de justesse et dans un climat particulièrement tendu que le gouvernement grec a pu s'engager auprès de ses créanciers à réaliser 18 milliards d'euros d'économies supplémentaires d'ici à 2016. La Troïka (Union européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international) en avait fait un préalable pour le déblocage de la troisième tranche du prêt consenti à la Grèce. Mais au lendemain de l'adoption du plan, des voix comme celle du ministre allemand des Finances laissaient déjà entendre que cela ne suffirait pas.

RETRAITES RÉDUITES, SALAIRE MINIMUM BLOQUÉ...

Et pourtant... Cette fois, la Cour des comptes grecque elle-même a jugé anticonstitutionnelles la réduction de 5% à 15% des pensions de retraite de plus de 1.000 euros, ainsi que la suppression des 13e et 14e mois des fonctionnaires, ou plutôt de ce qu'il en restait après les coupes précédentes.

Le gouvernement a également prévu un nouveau recul de deux ans de l'âge de départ en retraite (67 ans au lieu de 65) à partir du 1er janvier 2013. Plusieurs milliers de postes de fonctionnaires vont être supprimés et la règle d'une embauche pour cinq départs imposée en 2010 est prolongée jusqu'en 2016.

La loi prévoit la baisse et le plafonnement des indemnités de licenciement tout en réduisant la durée du préavis. Le salaire minimum est bloqué jusqu'en 2016 à 580 euros et à 511 euros pour les moins de 25 ans. Les dépenses de santé et plusieurs prestations sociales subissent de nouvelles coupes. Les regroupements d'hôpitaux et fusions de caisses sectorielles d'assurance-maladie et de retraite sont au programme, ainsi que la généralisation des prescriptions de génériques.

L'objectif de la loi est de ramener le déficit public à 3,2% du PIB, de façon à se rapprocher le plus possible de la barre des 3% imposée par les traités européens. Mais le gouvernement grec se donne jusqu'à 2016 pour atteindre son objectif, soit deux ans de plus que ce qu'exige la Troïka pour débloquer la troisième tranche de son prêt. Ce délai demandé par la Grèce depuis le mois de juin lui sera-t-il finalement accordé? La réponse, attendue au lendemain de l'adoption du plan d'austérité le 7 novembre, a encore été ajournée et pourrait bien ne pas être apportée avant la fin du mois.

En attendant, le mécontentement, loin de s'essouffler malgré trois ans d'austérité et des dizaines de grèves, grandit au contraire de jour en jour. Les 6 et 7 novembre, les salariés grecs ont massivement répondu à l'appel à la grève générale de la confédération GSEE et de la fédération des fonctionnaires ADEDY pour s'opposer au vote du nouveau plan de rigueur. Les arrêts de travail ont même démarré dès le 5 novembre dans les transports en commun, les hôpitaux et à la compagnie publique d'électricité (DEI). Ces trois jours ont été un prélude à la grève générale du 14 novembre à laquelle les syndicats grecs ont appelé, à l'instar des confédérations espagnoles UGT et CC OO, et de la CGT portugaise.

Jour après jour du 14/11/2012



<http://fovinatier.free.fr/>